

Lettre d'Allamel de Bournet, procureur – syndic du district du Tanargue aux maires des communes formant le district.

Joyeuse , le 10 juillet 1791

L'assemblée nationale, voulant Messieurs parvenir à la sureté de l'empire tant à l'intérieur qu'à l'extérieur a pris toutes les mesures pour y parvenir. Elle a rendu plusieurs décrets sanctionnés par le Roy les 24 avril et 14 juin pour la formation d'un corps de cent mille auxiliaires qui serviront dans le royaume pendant trois années qui au besoin devront être incorporés à l'armée. Les auxiliaires seront sous les mêmes lois et avec le même traitement que les autres militaires' mais pendant la paxx ils auront une solde de trois sols par jour. Le nombre des volontaires vient d'être fixé pour notre district a 117par arrêté du directoire du département en date du 7 du mois

Par un autre décret du 21 juin dernier , il a été ordonné que la Garde nationale du Royaume sera mise en activité auquel effet divers départements sur les frontières doivent fournir le nombre de Gardes nationales que leur situation exige et que leur population pourra permettre , mais à l'égard des autres départements Ils ne sont tenus de fournir que deux à trois mille hommes , l'article 4 de cette loi ordonne que tout citoyen en état de porter les armes et qui voudra les prendre pour la défense de l'état et le maintien de la constitution se fasse inscrire dans sa municipalité , laquelle est tenue d'envoyer aussitôt la liste des enregistrés au commissaire que le directoire du département nommera et ce commissaire est Mr Tailland, colonel de la garde nat. à Largentière . Le directoire de notre département a nommé par son arrêté du 7 du mois que vous devez Messieurs envoyer sans délais la liste des citoyens à mesure qu'ils seront enregistrés.

Vous voyez Messieurs que ces deux corps sont séparés, le premier est regardé comme auxiliaire et aura une solde de trois sols par jour en temps de paix , et ce ne sera qu'au besoin incorporé à l'armée , au lieu que le second formera la troupe nationale qui sera enregistrée de suite si les circonstances l'exigent avec la solde déterminée par les décrets dudit jour 21 au surplus Messieurs, dans l'un comme dans l'autre de ces corps on ne recevra que des citoyens ou fils de citoyens de bonne volonté et en état de porter les armes de l'âge de dix huit ans et de pas plus de quarante.

Je vous envoie Messieurs des exemplaires en format et des placards des lois des 4 février et 20 avril derniers en vous invitant à ne rien négliger pour leur parfaite et prompte exécution. Je vus ferais passer celle du 21 juin dès que les exemplaires nous en seront arrivés.

Il ne vous échappera Messieurs que la levée d'auxiliaires, loin d'être une imposition personnelle comme était la milice offre au contraire une ressource salubre aux départements puisque la solde des auxiliaires répandue dans les campagnes, ne peut qu'être avantageuse aux autres surtout si vous considérez qu'on ne demandera d'eux que de se présenter tous les six mois et qu'on leur donne la certitude de n'être tirés de leurs foyers qu'au moment ou le besoin de l'état exigeront les bras de leurs défenseurs.

Le procureur-syndic du district du Tanargue :

Dalamel de Bournès.

Jouy le 10 Juillet 1791

L'Assemblée Nationale voulant, Messieurs, pourvoir à la sûreté de l'empire
tant intérieur qu'à l'extérieur après toutes les mesures possibles pour y parvenir elle
a rendu plusieurs décrets sanctionnés par le Roy le 4^e 20 avril et 14 juin 89 pour
la formation des corps de leur milice auxiliaires qui serviraient dans l'Armée
pendant trois années et qui au service seraient élevés à l'empire de plusieurs
sous tous les autres corps et avec le même traitement que les autres Militaires, mais
pendant le service ils auront une solde de trois sols par jour le nombre des auxiliaires
sera déterminé par le Roy pour chaque district à 117 par ville ou de directeurs juges arbitraires
la date du 7^e des mois.

J'ai un autre décret du 21 juin dernier et autre ordonné que le Gardes Nationales
du Royaume seraient maintenus appelés à l'effet de servir de portemanteaux sur les frontières
doivent fournir le nombre des Gardes Nationales que leur situation géographique
leur population pourra permettre, mais à l'égard des autres départements il leur sera
tenu de fournir que deux à trois mille hommes tant que la détermination sera ordonnée que
leurs citoyens soient affectés à la guerre et qui voudra les prendre pour les affaires de
l'Etat et le Ministère de la Constitution s'en fera suivre dans les Municipalités.

Lequel est tenu de renvoyer aussitôt la liste de tous les au commandant que le
Directoire du département honneur et le commandant et M^r Taillandier et la garde
nationale honneur. Le Directoire de ce département M^r Mureau par son arrêté
sur ces motifs. C'est ainsi que vos deux Messieurs envoient sans délai

Le bras de ~~de~~ l'effeuillage

Le procureur général du district du Canargue -
De la rue de la Cour